

ABDELMALEK SELLAL ANNONCE UNE RÉFORME IMMINENTE

«Les tracasseries des banques doivent cesser»

Abdelmalek Sellal est déterminé à donner un grand coup de pied dans la fourmilière : «J'ai chargé le gouverneur de la Banque d'Algérie et l'ensemble des banques de proposer, mais surtout de mettre en œuvre immédiatement un nouveau règlement qui permettra de fluidifier le système bancaire et des facilitations en termes d'octroi de crédits et de gestion quotidienne.»

Kamel Amarni - Alger (Le soir) - Le Premier ministre faisait cette annonce jeudi dernier, lors d'une rencontre «multipartite» qui a regroupé, à la résidence El-Mithak à Alger, le gouvernement, l'UGTA, les principales organisations patronales ainsi que le gouverneur de la Banque d'Algérie. «Nous avons tenu un conseil interministériel dans ce sens, la semaine dernière», précisera Sellal qui se distingue de tous ses prédécesseurs par son style direct et pour le moins original. «Moi, je suis un homme pragmatique», répétait-il souvent, invitant d'ailleurs ses interlocuteurs à lui épargner les longs discours ! «Vas-y directement vers l'essentiel ya si Madjid», dira-t-il, par exemple, au patron de l'UGTA. «Faites un effort de synthèse», à un autre intervenant ! Lisez-nous juste la conclusion», pour un autre encore. Et pour tout le monde : «Dites-moi où ça cale

pour qu'on puisse intervenir.» C'est d'ailleurs avec cette franchise crue qu'il dénonce le fonctionnement du système bancaire national, l'un des plus obsolètes au monde. «Je ne vois vraiment pas pourquoi une banque demande des dossiers. Ce n'est pas son rôle. Les tracasseries que rencontrent les citoyens qui veulent déposer leur argent ou qui veulent emprunter doivent absolument disparaître. Le contrôle n'est pas le rôle de la banque mais celui de l'Etat.»

La rigidité du système bancaire est un frein réel à l'investissement et la relance économique, mais pas le seul obstacle, cela étant. Les entreprises également n'ont pas été épargnées par le Premier ministre. «Je ne vois vraiment pas pourquoi une entreprise demande l'extrait de naissance numéro 12 pour un demandeur d'emploi.» Il décline ensuite quelques statistiques qui illus-

trent parfaitement l'énorme retard qu'accuse l'économie nationale : «Le recensement effectué par le gouvernement fait état de 15% seulement des entreprises qui sont connectées à internet, 9% seulement ont une adresse mail.» C'est inadmissible, fera-t-il remarquer, dans un monde où la concurrence est féroce, de ne pas maîtriser et de ne pas investir dans les nouvelles technologies.

«Parler de l'après-pétrole, c'est de la démagogie»

Sellal affirme que l'une des priorités de son gouvernement est la création d'un climat propice aux affaires car «l'ambiance générale est favorable pour notre économie». Seulement, poursuit-il, «il y a ce paradoxe qui distingue notre économie : bonne sur le plan macroéconomique avec une situation financière stable et médiocre au plan microéconomique».

Le chef de l'exécutif trouve inacceptable que l'on atteigne à peine 2,5% comme taux de croissance pour 2012. «Nous avons les capacités de réaliser un taux à deux chiffres et ce n'est pas de la démagogie.» Ce que Sellal trouve démagogique, en revanche, c'est de



Photos : Samir Sid

Sellal dénonce le fonctionnement du système bancaire.

parler de l'après-pétrole. «Moi je ne suis pas de ceux qui vous parleront de l'après-pétrole, cette chanson que l'on nous ressassait depuis 1962. C'est de la démagogie. Moi je parle du développement avec le pétrole.»

Le Premier ministre invite ses interlocuteurs à faire de l'année 2013 celle «d'un vrai pacte de croissance. Les chiffres sont là : la croissance est à seulement 2,5%, mais l'inflation est à 9% en raison de l'effort fait par l'Etat en termes

d'augmentation des salaires et elle baissera en 2013. Le taux de chômage est, quant à lui, de 10%. L'ambiance globale fait donc que nous n'avons pas le droit de rester là où nous en sommes. Le gouvernement est en tout cas là pour faciliter la tâche au monde des affaires car, 700 000 entreprises seulement (PME PMI) en Algérie, c'est très peu, et on doit absolument faire beaucoup plus». A plusieurs reprises, Sellal s'engageait du reste à combattre la bureaucratie excessive qui plombe notre économie.

«Nous avons trop tardé pour adhérer à l'OMC»

Autre tabou nargué par le Premier ministre, l'adhésion de l'Algérie à l'OMC (Organisation mondiale du commerce). «Soyons sérieux ! Nous sommes, avec le Yémen, la Corée du Nord, la Libye et peut-être le Bangladesh, le seul pays dans le monde qui n'a pas encore adhéré à l'OMC. Il faut savoir dans cette histoire de l'OMC que, plus on tarde à y adhérer, plus ça se compliquera pour nous. Dans cette affaire de l'OMC, il faut être responsable», tranche Abdelmalek Sellal annonçant, de fait, la proche intégration de l'Algérie à l'OMC.

«C'est d'ailleurs dans l'intérêt même de vos entreprises», lancera-t-il en direction des responsables des organisations patronales».

Selon lui, les hésitations de mise jusque-là relèvent plus du domaine des préjugés que du pragmatisme économique. «Le tout est de savoir y évoluer à l'intérieur. Tous les pays le font et, croyez-moi, quand ils veulent qu'un produit n'entre pas chez eux, eh bien il n'entrera jamais !»

K. A.

Des ministres répondent aux sénateurs

ÉDUCATION



Le ministre de l'Education nationale, Abdelatif Baba Ahmed, ne semble pas être un fervent adepte des réformes introduites au fil des années à l'enseignement en Algérie par son prédécesseur à la tête du secteur, Boubekur Benbouzid, en l'occurrence. Jeudi, devant les sénateurs, il a clairement laissé entendre que des correctifs y allaient être apportés pour, a-t-il affirmé, rattraper ce qui peut l'être.

Sofiane Aït Iffli - Alger (Le Soir) - Benbouzid a raté de prodiguer la médication idoine à une école algérienne malade et dont le sinistre est admis par tous. C'est le nouveau ministre de l'Education, Abdelatif Baba Ahmed, qui le reconnaît.

La déclaration, jeudi, de ce dernier devant la Chambre haute du Parlement, le Conseil de la nation est plus qu'édifiante de ce que l'enseignement a besoin d'être recadré. L'option est prise, conceptualisée y compris dans certains de ses aspects pratiques. Le ministre de l'Education nationale a, en effet, annoncé l'organisation, entre janvier et février prochains, d'une conférence nationale d'évaluation des réformes menées dans le secteur de l'éducation depuis 2003. A cette conférence nationale, a-t-il précisé, prendront part aussi bien les experts, les universitaires, les enseignants que les inspecteurs de l'enseignement. Une commission spécialisée se penche, au demeurant, sur cette évaluation, a-t-il encore souligné.

Les réformes de Benbouzid remises en cause

«Nous y allons prudemment pour éviter de commettre à nouveau les mêmes erreurs», a affirmé Abdelatif Baba Ahmed. Déduction : des erreurs ont été commises dans les réformes conduites par Benbouzid.

Le ministre a indiqué, ensuite, qu'il faudra travailler à rattraper ce qui peut l'être.

Faisant, par ailleurs, siennes les critiques des parents d'élèves aux programmes d'enseignement, Abdelatif Baba Ahmed a souligné qu'il faut apporter les révisions qu'il faut, sans en indiquer s'il compte opérer des révisions globales dans les programmes en question ou se suffire de réaménagements partiels.

Mais ce qui est indéniable, c'est qu'il y a lieu d'apprécier chez le nouveau ministre de l'Education son prononcé de verdict à l'encontre des réformes de Benbouzid. C'est significatif que ce soit un ministre qui se rend à une telle critique.

Que ce soit un ministre qui signifie devant la Chambre haute du Parlement que son prédécesseur, qui a battu le record de longévité au gouvernement et à la tête du secteur de l'éducation nationale, a produit, en définitive, l'échec.

Abdelatif Baba Ahmed a, sur un autre plan, esquissé l'éventualité de réquisitionner les enseignants candidats aux élections locales, libérés pour la campagne électorale, pour rattraper les cours pendant les vacances scolaires d'hiver.

S. A. I.

CODES COMMUNAL ET DE WILAYA

Ould Kablia exclut leur révision

Le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, Daho Ould Kablia, a exclu, jeudi, au Sénat, la révision, dans l'immédiat, des codes communal et de wilaya. «Il n'y aura pas de révision des codes communal et de wilaya pour le moment», a-t-il soutenu devant la presse. Daho Ould Kablia oppose, du coup, un nœud aux réclamations de nombre de partis politiques qui n'ont cessé de revendiquer la révision de ces textes de loi, jugés limitatifs aux prérogatives des élus locaux. Interrogé, par ailleurs, sur le taux de participation aux élections locales qu'il avait prédit oscillant entre 40 et 45%, le ministre de l'Intérieur a expliqué que la participation aux locales est généralement équivalente, sinon plus importante qu'aux législatives.

Pour le ministre, si le taux de participation aux élections locales venait à être moindre, ça serait nouveau et il faudra, a-t-il dit, diligenter une enquête pour en connaître les raisons.

S. A. I.



JUSTICE

Cheurfi veut désamorcer la grève des avocats

La grève générale annoncée par les robes noires à compter du 2 décembre prochain n'est pas du goût, évidemment, du ministre de la Justice, garde des Sceaux, Mohamed Cheurfi. Il s'est montré critique de l'initiative de l'Union des bâtonnats. Mais il ne compte pas, pour autant, laisser la situation cheminer vers la paralysie des tribunaux.

Aussi, jeudi, au Sénat, il s'est déclaré disponible pour l'ouverture d'un dialogue, tout en insistant à dire qu'il ne veut pas que cela soit perçu comme une soumission à la menace. «Je suis disposé à dialoguer mais pas sous la menace et la pression», a-t-il averti. Le ministre de la Justice a indiqué qu'il a prévu des rencontres avec les acteurs et les travailleurs du secteur après les élections locales. Ce renvoi

après l'organisation des élections locales, Mohamed Cheurfi l'a expliqué par le fait que, présentement, son département se préoccupe du déroulement du processus électoral.

Et comme pour contester la légalité de la grève annoncée, le ministre a affirmé qu'il n'a à aucun moment été informé formellement de ce débrayage et qu'il a appris la chose à travers la presse. S'il a affiché sa disponibilité à dialoguer, le ministre de la Justice a averti qu'il n'a aucune intention de retirer le projet de loi portant statut de l'avocat, un projet contesté par les robes noires qui le jugent restrictif en termes de droits de la défense. La seule concession à laquelle le ministre semble prêt, c'est d'en apporter des amendements, éventuellement.

S'agissant des trois magistrats de Aïn Temouchent, objet



d'enquête pour conduite et comportements immoraux, le ministre de la Justice a préféré garder le silence, justifiant que l'affaire est en cours d'instruction. Mohamed Cheurfi a ajouté que la mesure conservatoire prise à leur encontre, la suspension, n'est pas synonyme de leur culpabilité.

S. A. I.